L'ABEILLE.

Journal Officiel de l'Etat et de la Première Municipalité

PAR J. BAYON.

NOUVELLE-ORLEANS

JEUDI MATIN, 3 JANVIER 1839

Les nouvelles du Mexique que nous avons publiées hier, nous sont parvenues d'une source trop certaine pour que nous n'y ajoutions pas foi; cependant nous devons dire qu'une lettre d'un jour plus récent, datée du même endroit, ne contient pas un mot sur l'attaque du fort de la Vera-Cruz.

LETTRE DE M. NICHOLAS BIDDLE
A M. JOHN QUINCY ADAMS.

Nous publions plus bas la lettre adressée par M. Biddle à l'ancien président des Etats-Unis, notre ne marchons nous empêcher de l'accompagner de quelques remarques pour démontrer ceux qui seraient tentés de se laisser séduire par un langage qui offre les contrastes les plus choquans avec les actes publics du grand financier.

La tâche de M. Biddle est remplie!... Deux années de confusion générale dans les affaires publiques l'auraient assujetti à beaucoup de soucis et de devoirs; et maintenant que l'équilibre se rétablit dans le commerce et les finances de l'Amérique; maintenant que, grâce au zèle actif et au patriotisme désintéressé déployés par la Banque des Etats-Unis et son illustre et irreprochable président, il est donné au peuple de cette contrée de se reposer de son pénible cauchemar; maintenant, disons-nous, que le monde n'a plus besoin de ses lumières ni de ses conseils, le célèbre administrateur trahit sa bruyante impatience de voir arriver le moment où il pourra déposer les responsabilités qu'il avait assumées, et (pour nous servir des expressions louangeuses d'un de nos confrères de New-York), "imitant la modestie de Washington, après l'expulsion des Anglais, il dépose ses pouvoirs suprêmes, revêtus le 10 mai 1837." Permis à M. Biddle, en se retirant de ses responsabilités, d'emporter avec lui la satisfaction qu'il a toujours cherchée, — la conscience d'avoir fait ses devoir envers le pays en bon citoyen; — permis au *Courrier des Etats-Unis* de prodiguer l'encens de la flatterie à celui qu'il a toujours considéré comme le roi de la finance américaine, pour nous, il nous reste un autre devoir à remplir: c'est de reprocher les actes publics du grand administrateur du texte de sa lettre et de nous assurer si les faits que le monde a enregistrés dans son grand livre sont en harmonie avec le langage de l'épître.

Avant tout, qu'il nous soit permis de faire une remarque préjudicielle sur le caractère de la lettre que nous allons examiner. Entre-t-elle dans le domaine des documens publics, sur lesquels la presse est appelée à donner son opinion, ou bien doit-elle être au contraire considérée comme une chose purement confidentielle, une sorte d'épanchement d'ami à ami, que l'indiscrétion ou le désir de jeter une clarté nouvelle sur une question qui a long temps occupé le peuple américain, ont produit au grand jour? Si l'intention de M. Biddle n'a simplement été que de s'ouvrir à son honorable ami, M. John Quincy Adams, il serait injuste de notre part d'apporter dans notre examen toute la sévérité qu'il est apparemment autrement, si sa confiance le prési dent de la ci-devant Banque nationale a voulu, comme de coutume, en prévaloir du beau nom du représentant de l'Etat de Massachusetts pour donner la plus grande publicité possible aux remarques qu'il lui adresse, alors la critique a un droit naturel et légitime, le peuple celui de juger. Dans cette cas, que la lettre soit revêtue d'un caractère privé ou public, qu'elle s'adresse à un ami ou à la nation; qu'elle contienne une explication entière ou partielle de la conduite de celui qui a si long-tems dans ses mains les rênes du système monétaire de l'Union, toujours est-il que la confidence ou la pièce publique, comme on voudra l'appeler, vous adressée à JOHN QUINCY ADAMS, a cet énergumène qui n'a pas craint de se déclarer le chef du parti dont le but est de détruire la confiance, d'armer le Nord contre le Sud, l'esclave contre le propriétaire, et de plonger dans les horreurs de la révolution et de la guerre civile le pays qui naguères l'avait appelé à le gouverner, et qu'une connaissance malheureusement trop bien acquise de ses talens et de sa probité politique, a forcé de répudier après quatre années d'expérience et d'étude (1). Honte à celui qui se joue ainsi de la destinée du peuple américain et qui cherche à le plonger dans les plus affreuses calamités! Honte non moins grande encore à celui qui se sert d'une pareille agence pour communiquer avec une nation de patriotes et d'hommes éclairés! BIDDLE & ADAMS, vous aurez beau resserrer entre vous les liens qui vous unissent, vous ne triompherez pas par votre alliance, les Américains vous ont déjà rendu la justice qui vous est due, à vous, comme homme d'état, et à vous comme financier, probres et consciencieux! Mais revenons à M. Biddle et à sa lettre.

Dans un tems de troubles commerciaux et de consternation comme celui qui vient d'avoir lieu, et surtout à une époque où il s'agissait d'effectuer un emprunt en faveur de la Nouvelle Banque des Etats-Unis, il était de l'intérêt particulier de M. Biddle de ménager hautement à l'étranger de la loyauté des citoyens de l'Union américaine. Certes on n'est pas nous qui mettons en doute et cette loyauté et le bon vouloir de nos négocians à liquider honorablement leurs dettes envers leurs créanciers d'outre-mer; mais alors même que M. Biddle faisait résonner si fort ses pompeuses paroles au dehors, comment agissait-il au dedans? Quand le commerce de l'Union s'efforçait, par une conduite loyale, à détruire les soupçons que l'on aurait pu concevoir en Europe de son désir de satisfaire à ses engagemens, comment se conduisait le financier de la Banque? Ses actes publics ne donnaient-ils pas un démenti formel à ses paroles? Ne profitait-il pas de tous les moyens que lui procuraient la magie de son nom, et, mieux encore, les immenses capitaux qu'il avait à sa disposition pour détruire de fond en comble les espérances fondées que nourrissaient encore tous ceux qui s'étaient trouvés compromis dans la crise du jour, mais qui entrevoyaient la possibilité de se récupérer lentement à force de travail et de persévérance des nombreux échecs qu'ils avaient éprouvés? N'a-t-il pas foulé aux pieds, lui, président de la Grande Banque, tous principe de délicatesse et de patriotisme pour se lancer dans le champ de la spéculation, au détriment de toute la chose laborieuse, dont les malheurs passés et présens devaient lui faire respecter la position. Spéculer sous de pareilles auspices et pour son propre compte, lorsque le peuple comptait sur la coopération des Banques pour sortir d'agonie. Mais si ce n'est pas là un larcin des plus scandaleux, n'est-ce pas un acte empreint du cachet de la déloyauté et que réprouvent hautement la morale et l'honorable mission que la loi a voulu accorder aux institutions monétaires du pays.

Eh! qu'on ne taxe pas nos assertions de légèreté! Ce que nous avançons, les faits sont là qui les garantissent et témoignent hautement de notre véracité. M. Biddle en effet n'est-il pas jeté le masque et déployé à la face du monde qu'il ferait des avances considérables sur tous les cotons qui seraient consignés à la maison de commerce de son fils, à Liverpool? N'a-t-il pas distribué ou fait distribuer par ses agens des circulaires dans toute la vallée du Mississipi et de la Basse Louisiane, offrant d'acheter, à des conditions pour nous avantageuses que ne peuvent promettre aujourd'hui nos négocians, tout le lainage que les planteurs voudraient lui vendre? Notre population entière n'a-t-elle pas été témoin de la consternation qui s'est répandue dans la Cité lorsque, par suite de la conduite de M. Biddle, des milliers de nos négocians les plus respectables se sont vus, grâce à l'or qui répandaient à pleine mains les émissaires du spéculateur, indignement repoussés d'un marché où la plus grande franchise et une loyauté à toute épreuve avaient constamment régné entre l'agriculteur et eux? Tous ces faits sont avérés, et il ne restait plus pour combler la mesure des méfaits du célèbre financier que l'épître que nous avons sous les yeux, et dans laquelle il a la modestie d'insinuer qu'il a bien mérité de la patrie!

(*La suite à demain.*)

(1) On se rappelle les débats orageux qui ont eu lieu à plusieurs reprises, au Congrès au sujet des pétitions abolitionnistes présentées par M. Adams.

LETTRE DE NICHOLAS BIDDLE, ESQ.
À L'HONORABLE JOHN QUINCY ADAMS.

Philadelphie, 10 *décembre* 1838.

Mon cher monsieur,

La reprise générale des payements en espèces présente une occasion convenable de clore notre correspondance par une explication de la conduite de la Banque des Etats-Unis à ce sujet. Ce sera fait brièvement et une fois pour toutes.

Le 10 mai 1837, les banques de New-York, suspendaient leurs payemens en espèces, et leur exemple fut immédiatement et nécessairement suivi par les autres banques des Etats-Unis. Le pays se trouva placé dans une situation extrêmement difficile, dont il ne put se débarrasser que par des mesures immédiates et vigoureuses. Pour protéger, et les dangers étaient la protection de son crédit et de son caractère à l'étranger, la précaution de tous ses fonds publics et de ses produits agricoles — et enfin, le pire de tous, la possibilité de trouver le moyen préventif de la suspension jusqu'à l'instant imminent. Il était évident aussi que le mal était plus fort que la capacité de guérison, que ne sont que des hommes politiques que le pays devait s'adresser; mais ne se fier qu'à lui seul — et comme, aux jours de danger, la voix du citoyen le plus humble peut quelquefois donner le ton juste, une position personnelle semblait en autoriser à la saisir — était une urgente et profonde. Ainsi, en présence de cette calamité nationale, on adopta des mesures immédiates pour la tempérer et la réparer. Nous les connaître dans leur ordre.

Premier, que la première nouvelle de la suspension détruirait le caractère du pays, et nous exposerait au reproche de mauvaise foi et d'insolvabilité, je vous adressai une lettre publiée qui arriva en Europe en même temps que la nouvelle de la suspension, dans laquelle je pris sur moi de répondre de la loyauté de nos commettans. Dans cette lettre (13 mai 1837), je disais: "La banque et le pays ont deux grands devoirs à remplir. Le premier, envers les nations étrangères; le second, envers nous-mêmes. Nous avons contracté envers les étrangers une dette qui n'est nullement forte quant à ses ressources, mais seulement disproportionnée avec notre moyen actuel de la payer. Nous devons avoir soin de ne pas donner à cette dernière mesure l'apparence d'un effort qui tendrait à éviter le payement de nos dettes d'honneur envers eux. Nous avons, nous le savons, mangé et bu le produit de leur industrie, peut être avec excès, mais c'est notre faute, et non la leur. Nous serons plus modérés à l'avenir. Nous payerons serait déshonoré, si nous n'acquittions cette dette jusqu'au dernier liard.

A l'acquittement prompt et entier de notre dette aux étrangers fut consacré tout le pouvoir de la Banque des Etats-Unis. Il était évident que si, dans un tel moment on avait eu recours à une contraction (*contraction*) rigoureuse, la capacité de payer aurait subi une diminution proportionnelle, tandis que le seul système sûr était de maintenir le pays dans l'état même auquel il l'exigeait son salut, de manière à mettre les débiteurs en état de réunir leurs ressources pour l'acquittement de leurs dettes. Pour ce même objet la banque, par quelques sentimens en dehors de son contrat d'association, et jusqu'à un certain degré, en enfreignant ses intérêts et même, devint agent actif, en faisant rentrer les dettes de la Banque d'Angleterre, dans toute la facilité pour le recouvrement de toutes les dettes, et stimula nos concitoyens vers ce devoir par de grandes et constantes remises à faire honneur et à leurs obligations. Vous avez vu par bien avec quelle générosité cette institution répondit à cet appel, enfin le vîtes dans ce qui est les fonds de tous les autres créditeurs. Si la détresse était réelle, qui pourrait nier une grande commutation, un journal, par des considérations sans un sentiment de justice, ou par quelque autre motif, a déclaré qu'il ne pouvait y avoir sans danger de reprise permanente du paiement par les banques, et qu'il était nécessaire pour le gouvernement de changer sa politique envers elle. Ce changement fut prompt et heureux. Le 13 mai, la circulaire ordonnant que les paiements aux caisses publiques seraient faits en espèces, fut révoquée par le congrès. Le 26 juin, l'acte appelé acte de la sous-trésorerie, fut promulgué, abrogé et remplacé par un autre ordonnant que tous les paiements gouvernement seraient faits en espèces métalliques, fut rejeté. Au mois de juillet, le gouvernement consentit à recevoir, en paiement d'une avance, des obligations de la banque pour le montant de quatre à cinq millions de dollars en un dépôt au trésor sur le grand livre de la banque et on fit des arrangemens pour le paiement en billets de la banque de dépenses publiques plus éloignées. Ces arrangemens aussi honorables pour les membres du pouvoir exécutif, qu'obligeaux pour le service public, confirmé le gouvernement à une efficace coopération dans le rétablissement de la circulation, en ouvrit la voie à la reprise des paiements en espèces. Toute conséquence, cette reprise eut lieu dans tous les Etats du centre, le 13 août, et bientôt par les Etats du Sud et de l'Ouest.

Il ne reste plus qu'à aider pour le même objet quelques uns des Etats du Sud-Ouest. Leur activité, en augmentant leurs améliorations publiques et privées, en avait fait des Etats débiteurs, et avait déprécié leur circulation par son excès. Mais ils avaient d'abondantes ressources et une entière volonté de payer — et tout ce qu'ils leur manquait pour le moment, c'était un tems plus long pour rassembler leurs moyens épuisés, afin d'obtenir de la récolte prochaine, par une avance à court terme, la faculté de remplir leurs engagements. La banque des Etats-Unis a fait ses plus grands efforts, en y avançant plusieurs millions aux banques de ces Etats qui, tous ainsi qu'il est présumable, reprendront, en janvier, leurs paiements en espèces, et compléteront ainsi le cercle de la reprise des paiements dans l'union toute entière.

Et maintenant en passant en revue les événements que nous avons eus à surmonter, on éprouve une grande satisfaction de voir que tout ce qu'on avait en l'intention de faire a été fait.

On a établi proposé de protéger le caractère du pays lors du premier choc de la suspension — afin de payer honorablement et sans délai à l'étranger avec le moindre sacrifice de la propriété de débiteurs, et de maintenir la bonne foi des législatures des Etats — d'arrêter toute tentative prématurée de reprise de paiemens — et d'accorder un prudent délai aux Etats qui étaient les moins en mesure, afin d'accomplir une reprise de paiement générale. Tout cela a été accompli et les désordres du pays ont heureusement été cessé.

Il est difficile de parler de l'avenir; mais dans cet avenir la banque de l'Union n'occupera pas plus long-temps sa position précédente. La banque des E. Unis a été, en 1836, d'être une institution nationale; elle se disposait à exercer ses nouvelles fonctions de banque d'Etat, lorsque les troubles de 1837 la refoulèrent, en quelque sorte, dans son ancienne position, et là elle vous tout son pouvoir à aider le pays à traverser sans injure la perturbation récente. Ayant accompli cette tâche au sein des dernières extrémités, elle n'a pas pu le service différent entre les rentes actuelles des effets donnés en garanties et des récoltes, et les prix qu'on en aurait fait, si on les eût jetées sans protection dans les mains des Européens. Ces mesures furent d'un caractère essentiellement temporaire, elles furent des mesures de circonstances, adoptées en vue d'une nécessité publique, et devant cesser avec la nécessité qui les causa. Aussitôt donc que le capital étranger retiré du pays eurent le temps de rentrer dans leurs canaux ordinaires, on abandonna ces mesures, et elles ont entièrement et finalement cessé.

Pendant ces mouvements il devint important de connaître exactement la marche du gouvernement. Dans la lettre que je vous adressai le 6 avril dernier, je déclarai ma conviction qu'il ne pouvait y avoir sans danger de reprise permanente du paiement par les banques, tant que le gouvernement ne changea sa politique envers elle. Ce changement fut prompt et heureux. Le 13 mai, la circulaire ordonnant que les paiements aux caisses publiques seraient faits en espèces, fut révoquée par le congrès. Le 26 juin, l'acte appelé acte de la sous-trésorerie, fut promulgué, abrogé et remplacé par un autre ordonnant que tous les paiements gouvernement seraient faits en espèces métalliques, fut rejeté. Au mois de juillet, le gouvernement consentit à recevoir, en paiement d'une avance, des obligations de la banque pour le montant de quatre à cinq millions de dollars en un dépôt au trésor sur le grand livre de la banque et on fit des arrangemens pour le paiement en billets de la banque de dépenses publiques plus éloignées. Ces arrangemens aussi honorables pour les membres du pouvoir exécutif, qu'obligeaux pour le service public, confirmé le gouvernement à une efficace coopération dans le rétablissement de la circulation, en ouvrit la voie à la reprise des paiements en espèces. Toute conséquence, cette reprise eut lieu dans tous les Etats du centre, le 13 août, et bientôt par les Etats du Sud et de l'Ouest.

Il ne reste plus qu'à aider pour le même objet quelques uns des Etats du Sud-Ouest. Leur activité, en augmentant leurs améliorations publiques et privées, en avait fait des Etats débiteurs, et avait déprécié leur circulation par son excès. Mais ils avaient d'abondantes ressources et une entière volonté de payer — et tout ce qu'ils leur manquait pour le moment, c'était un tems plus long pour rassembler leurs moyens épuisés, afin d'obtenir de la récolte prochaine, par une avance à court terme, la faculté de remplir leurs engagements. La banque des Etats-Unis a fait ses plus grands efforts, en y avançant plusieurs millions aux banques de ces Etats qui, tous ainsi qu'il est présumable, reprendront, en janvier, leurs paiements en espèces, et compléteront ainsi le cercle de la reprise des paiements dans l'union toute entière.

Et maintenant en passant en revue les événements que nous avons eus à surmonter, on éprouve une grande satisfaction de voir que tout ce qu'on avait en l'intention de faire a été fait.

On a établi proposé de protéger le caractère du pays lors du premier choc de la suspension — afin de payer honorablement et sans délai à l'étranger avec le moindre sacrifice de la propriété de débiteurs, et de maintenir la bonne foi des législatures des Etats — d'arrêter toute tentative prématurée de reprise de paiemens — et d'accorder un prudent délai aux Etats qui étaient les moins en mesure, afin d'accomplir une reprise de paiement générale. Tout cela a été accompli et les désordres du pays ont heureusement été cessé.

Il est difficile de parler de l'avenir; mais dans cet avenir la banque de l'Union n'occupera pas plus long-temps sa position précédente. La banque des E. Unis a été, en 1836, d'être une institution nationale; elle se disposait à exercer ses nouvelles fonctions de banque d'Etat, lorsque les troubles de 1837 la refoulèrent, en quelque sorte, dans son ancienne position, et là elle vous tout son pouvoir à aider le pays à traverser sans injure la perturbation récente. Ayant accompli cette tâche au sein des dernières extrémités cessèrent. Pour l'avenir, elle adhère ce pouvoir inviolable. Sa responsabilité envers l'unique exécutif. Elle n'a plus de différend avec le gouvernement général. Elle ne désire aujourd'hui que du repos, et désormais, elle prendra son rang comme simple institution d'un Etat, exclusivement dévouée à ses propres affaires spéciales.

Je me félicite, ainsi que cette nouvelle position de la banque ne affranchisse de beaucoup de soucis et de devoirs. Dans la confusion générale des affaires publiques pendant les deux dernières années, j'ai été appelé à prendre, en dehors de la sphère de mes fonctions ordinaires, et souvent à prendre une position qui était mieux convenu à d'autres. Mais les calamités publiques justifient la hardiesse qu'elles exigent; les grands dangers ne sont surmontés qu'en les affrontant. Maintenant, ma tâche est remplie, et je me retire volontiers de ces responsabilités, emportant seulement avec moi la satisfaction que j'y cherchai toujours, la conscience d'avoir fait mon devoir, envers le pays, en bon citoyen.

Avec grande considération, votre &c.

N. BIDDLE.

NOUVELLES PLUS RÉCENTES DE SIX JOURS D'EUROPE.

Nous avons reçu par l'Estafette de mardi, des nouvelles plus récentes d'Europe, de six jours, apportées à New-York, par le navire *Gladiator*. Voici ce que nous y trouvons de plus intéressant:

LORD DURHAM.—Les journaux anglais sont pleins de commentaires sur la conduite de Lord Durham, au Canada, ainsi que sur la proclamation qu'il a publiée en résignant ses fonctions. Comme on devait s'y attendre, les journaux torys poussent l'indignation au-dessus de toute mesure, et le soulèvement dans des termes les plus sévères.

Le *Morning Chronicle*, organe de l'administration, blâme également la conduite du Lord, pour avoir abandonné avec tant d'empressement, les fonctions qui lui avaient été confiées. Plusieurs des journaux whigs ou radicaux, ont néanmoins pris sa défense, et au réclamé, le Lord pourrait avoir reçu une part d'éloges toute aussi grande, que le blâme que lui a mérité sa conduite pendant la courte durée de son administration.

DÉPART D'UNE FLOTTE ANGLAISE POUR L'AMÉRIQUE DU SUD.

Nous voyons par le paragraphe suivant, publié dans le *London Morning Chronicle*, que le Gouvernement Anglais a envoyé une flotte dans l'Amérique du Sud, et que les journaux français conçoivent une grande incertitude sur les motifs d'une semblable détermination.

"Le but de cette expédition, dit le journal anglais, est si mal envisagé par nos confrères de France, que nous croyons devoir leur donner l'assurance que la flotte anglaise qui se rend dans l'Amérique du Sud, est mue par les motifs de la meilleure intention. Mr. Pakenham a reçu l'ordre, dès son arrivée, d'entamer immédiatement des négotiens, amicales avec l'amiral français

Les négociants de Bristol, dit le *London Courier* ont envoyé un mémoire au Président des Etats-Unis, dans lequel ils démontrent la nécessité d'établir une ligne de paquebots dans l'intérêt entre ces deux Unis à Chagres, et l'île de Panama, afin de faciliter plus promptement les marchés du Pacifique, et cette suggestion doit favorablement trouver publiée par le gouvernement des Etats-Unis, la réalisation de ce projet, qui, en

Séance de Lundi, 31 *décembre* 1838.

Le Conseil s'est assemblé, ce jour, conformément à l'ajournement.

Le Recorder ayant appelé les membres à l'ordre en invita le secrétaire à faire l'appel nominal, les membres présents furent: MM. E. Duplessis, Armstrong, Lanneberg, Hagwood, Fauvis, Crossman, Locke, Sompayrac, Cruzat, Prados, Vignié, Guesnard, Prével, Castillon et Perkins.—15.

Absens: MM. Guillot, Dupaty, A. P. Lanaux, Ph. Lanaux, Z. Colson, Lefevre, Lambert et Marsollier.

Sur motion de Mr. Cornejolles, Résolu que le Journal de la dernière séance, soit corrigé de manière à mentionner le nom de Mr. Lambert, comme ayant voté dans l'affirmative, sur l'adoption des résolutions approuvant la vente des terrains de la ville, faisant cession à la Nouvelle Orléans à ces conditions.

Chaque personne blanche à une amende de $25 à $100.

Chaque personne de couleur libre à une amende de $25 à $100, et à 30 jours d'emprisonnement.

Chaque esclave à 15 coups de fouet, excepté que lui ou son maître ne préfère payer une amende qui n'excédera pas $10 et qui ne sera pas moindre de $2.

Sa. Il est de plus résolu que tout propriétaire de cabaret en contravention aux dispositions précédentes payera une amende de $500 pour la 1ère contravention, de $1000 pour la seconde, et dans le cas d'une troisième contravention de sa part, le dit cabaretier, en outre, d'une amende de $100, perdra sa licence, et sera déclaré inadmissible à obtenir une licence de cette nature pendant un espace de tems non spécifié.

4o. Il est de plus résolu que rien de ce qui est contenu dans les présentes résolutions ne devra être interprété de manière à autoriser la vente des liqueurs spiritueuses aux esclaves.

Mr. Armitage a demandé que ce rapport soit imprimé et mis à l'ordre du jour.

Sur motion de M. Lesseps, Résolu que la première partie des Résolutions accompagnant le dit rapport soit adoptée et que le reste soit mis à l'ordre du jour.

En conséquence, les résolutions subséquentes accompagnant le dit rapport, ont été adoptées.

Résolu que le nombre de divers travailleurs qui feront partie du département de la voierie à dater du 1er janvier 1839, sera comme suit, savoir:

Un chef de surveillant et trois ouvriers charpentiers, 20 Charretiers à $1 par jour, et bien de $2.50.

25 nègres travailleurs à $25 par mois, au lieu de $30.

10 blancs do. à $30 par mois, au lieu de $35.

Un paqueur blanc pour les nègres.

Un chef de plus résolu, que le Conseil approuve la traduction des différentes ordonnances publiées dans les employés, travailleurs ou autres du département de la voierie; ainsi que les prix qu'ils ont fixés aux dits employés ou travailleurs.

M. Faurès au nom du comité chargé d'inspecter les travaux de la Compagnie de Navigation d'Orléans, a soumis au Conseil une lettre de la dite compagnie, informant que les travaux du chemin de fer projeté par cette compagnie seront suspendus jusqu'à la décision finale des tribunaux, concernant l'injonction obtenue par la Compagnie du chemin de fer Nanchatrain, et qu'en attendant cette compagnie désirait faire les améliorations désignées dans son contrat avec la Ville et demande l'endossement de cette municipalité sur la 3me. série des bonds de la compagnie.

Sur motion de M. Cornejolles, résolu que la dite lettre demeure déposée sur le bureau jusqu'à la séance prochaine.

Sur motion de M. Crusat et après discussion des règles,

Résolu que le comité des travaux publics soit chargé de s'enquérir et de rapporter au Conseil à sa prochaine séance, si les travaux que le font maintenant dans le prolongement des rues St.-Louis, Bienville et Douane au-delà de la rue Claiborne sont conformes au plan de la ville et aux vues du Conseil, dont l'intention est de faire continuer les dites rues sur le même alignement que celles du carré de la ville.

Sur motion de M. Armitage, les résolutions suivantes à l'ordre du jour, présentées par lui à une séance précédente, ont été adoptées avec un amendement de M. Lesseps, et un autre de M. Faurès, savoir:

1o. Résolu qu'à dater de la passation de la présente ordonnance, il ne sera permis à aucun tenneur de nègres libres blancs, des hommes de couleur libres et des esclaves pour louer ensemble aux dames ou à aucun autre public, dans leur dit établissement à moins qu'il soit officier de police qui découvrira quelque délinquance de ce genre, d'arrêter sans distinction toutes les personnes ainsi réunies.

2o. Il est de plus résolu que toute personne ainsi trouvée en contravention sera mise à l'amende, comme suit:

Chaque personne blanche à une amende de $25 à $100.

Chaque personne de couleur libre à une amende de $25 à $100, et à 30 jours d'emprisonnement.

Chaque esclave à 15 coups de fouet, excepté que lui ou son maître ne préfère payer une amende qui n'excédera pas $10 et qui ne sera pas moindre de $2.

3o. Il est de plus résolu que tout propriétaire de cabaret en contravention aux dispositions précédentes payera une amende de $500 pour la 1ère contravention, de $1000 pour la seconde, et dans le cas d'une troisième contravention de sa part, le dit cabaretier, en outre, d'une amende de $100, perdra sa licence, et sera déclaré inadmissible à obtenir une licence de cette nature pendant un espace de tems non spécifié.

4o. Il est de plus résolu que rien de ce qui est contenu dans les présentes résolutions ne devra être interprété de manière à autoriser la vente des liqueurs spiritueuses aux esclaves.

Mr. Armitage a demandé que ce rapport soit imprimé et mis à l'ordre du jour.

Sur motion de M. Lesseps, Résolu que la première partie des Résolutions accompagnant le dit rapport soit adoptée et que le reste soit mis à l'ordre du jour.

En conséquence, les résolutions subséquentes accompagnant le dit rapport, ont été adoptées.

Résolu que le nombre de divers travailleurs qui feront partie du département de la voierie à dater du 1er janvier 1839, sera comme suit, savoir:

Un chef de surveillant et trois ouvriers charpentiers, 20 Charretiers à $1 par jour, au lieu de $2.50.

25 nègres travailleurs à $25 par mois, au lieu de $30.

10 blancs do. à $30 par mois, au lieu de $35.

Un paqueur blanc pour les nègres.

Il est